

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

SAVIGNY-LE-TEMPLE, le 20 JUIL. 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

MICRONOR

62 Boulevard Beaubourg
77 184 Émerainville

Références : E/23-1711
Code AIOT : 0006518255

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement MICRONOR implanté 62 Boulevard Beaubourg 77 184 Émerainville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MICRONOR
- 62 Boulevard Beaubourg 77 184 Émerainville
- Code AIOT : 0006518255
- Régime : Autorisation

La société Micronor est une société qui fait de la galvanoplastie et réalise du scellement verre-métal.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rejets atmosphériques
- Produits chimiques (manipulation et stockage)
- Prévention et moyens de lutte contre les phénomènes accidentels
- Équipements sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
12	Dispositions constructives	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
23	ESP - Requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6 et 25	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise à jour des études d'impact et de dangers	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 1.4.2.	/	Sans objet
2	Captage des vapeurs	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 3.2.2	/	Sans objet
3	Rejets Atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article '3.2.3.2	/	Sans objet
4	Substances et mélanges	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.1	/	Sans objet
5	Substances et mélanges	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.2	/	Sans objet
6	Substances et mélanges	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.3	/	Sans objet
7	Substances et mélanges	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.4	/	Sans objet
8	Substances et mélanges	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.1.2	/	Sans objet
10	Zonage des dangers internes à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.1.2	/	Sans objet
11	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.1.4	/	Sans objet
13	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.3.2.1	/	Sans objet
14	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.3.3	/	Sans objet
16	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.4.2.1	/	Sans objet
17	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.4.3	/	Sans objet
18	Systèmes de détection	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.4.4	/	Sans objet
19	rétenion des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.5.1.2	/	Sans objet
20	rétenion des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.5.1.3	/	Sans objet
21	rétenion des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.5.1.3	/	Sans objet
22	rétenion des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.5.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'équipe d'inspection a constaté des non-conformités vis-à-vis de la réglementation des équipements sous pression qu'il convient de solutionner dans un délai d'un mois.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées est en attente du rapport de contrôle du système de désenfumage afin de statuer sur la conformité de l'installation pour ce point.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour des études d'impact et de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 1.4.2.
Thème(s) : Risques accidentels, EDD
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.
Constats : L'exploitant a indiqué et a fait visiter la zone nouvellement créée au rez-de-chaussée du bâtiment 12 où sont entreposés du matériel de rechange pour l'activité et les bidons de produits vides ou contenant des résidus avant enlèvement par les prestataires de la société. Ces bidons sont placés sur des rétentions adaptées. L'exploitant n'a pas effectué de modification significative de ses installations pouvant entraîner un changement notable nécessitant l'actualisation de l'EDD.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Captage des vapeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Captage des vapeurs des bains
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions atmosphériques (gaz, vapeurs, vésicules, particules) émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaires, captées et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies à l'article 3.2.3 du présent arrêté. Les systèmes de captation sont conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz ou vésicules émis par rapport au débit d'aspiration. Les systèmes de captation et de traitement des produits incompatibles sont séparés afin d'empêcher leur mélange.
Constats : Lors de la visite, l'équipe d'inspection a bien constaté l'existence de captages de vapeurs au niveau des bains de traitement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Rejets Atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article '3.2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Comparaison des mesures de la dernière campagne de mesures atmosphériques avec les VLE
Constats : Par courriel du 30 juin 2023, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle des émissions atmosphériques des 14 octobre 2021 et 5 octobre 2022. Ces rapports présentent des résultats conformes à l'arrêté préfectoral d'autorisation du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Substances et mélanges

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.1
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks de produits dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées. Des produits de substitution doivent être recherchés afin de remplacer les substances les plus dangereuses (en priorité les CMR). L'exploitant s'assure que les substances et produits présent sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment: - qu'il n'utilise pas , ni ne fabrique, de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012, - qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ; - qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006. L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté un tableau avec les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur site avec leurs localisations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Substances et mélanges

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, FDS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant veille à disposer sur le site, et à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier, les fiches de sécurité à jour, prévues par l'article R. 231-53 du code du travail, pour les substances chimiques et mélanges chimiques présents sur le site. Ces documents doivent lui permettre de connaître la nature et les risques des substances et mélanges dangereux présentes dans ses installations.</p> <p>Les incompatibilités entre les substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tiennent compte.</p> <p>Constats : Lors de la visite, l'équipe d'inspection a pu consulter les fiches des données de sécurité de l'installation, regroupées dans un classeur, disponible dans la partie bureaux du site.</p> <p>Au delà des mentions d'incompatibilités indiquées dans les fiches, l'exploitant a disposé une fiche d'information sur les incompatibilités entre produits au niveau de ses stockages au rez-de-chaussée du bâtiment 14.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Substances et mélanges

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.3
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage des substances et mélanges dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les fûts, cuves, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.</p> <p>Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux doivent également être munis du pictogramme défini par le règlement susvisé.</p> <p>À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible.</p> <p>Constats : Les produits présents sur le site lors de la visite étaient correctement étiquetés. De la même façon, les tuyauteries et vannes disposent d'une signalétique adaptée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Substances et mélanges

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.4
Thème(s) : Produits chimiques, Étiquetage des substances et mélanges dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse, ou qui sont de nature à aggraver un incendie, sont stockées dans des armoires et/ou locaux indépendants.
Constats : L'installation est conforme à cette prescription. Les stockages Acide, Alcalin et Cyanuré sont séparés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Substances et mélanges

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 6.1.5
Thème(s) : Produits chimiques, Accès aux stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Seuls les personnels nommément désignés et spécialement formés ont accès aux stockages de substances et mélanges dangereux. Ceux-ci ne délivrent que les quantités strictement nécessaires pour ajuster la composition des bains.
Constats : Seules 7 personnes (4 manipulateurs des produits, la cheffe d'atelier, la responsable QHSE et la responsable du site) disposent d'une autorisation pour accéder aux stockages des substances et mélanges dangereux. Leurs noms sont précisés sur une affiche à l'entrée des stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Registre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de son établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment à l'article 6.1.1 seront tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. [...]
Constats : Les différentes zones étaient signalées lors de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Zonage des dangers internes à l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.1.2
Thème(s) : Produits chimiques, Consignes de sécurité par zone
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant identifie les zones de son établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou mélanges dangereux stockés ou utilisés ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir, soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.</p> <p>[...]</p> <p>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée des zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.</p> <p>Constats : Outre la signalisation, un plan des différentes zones et des consignes de sécurité sont disponibles sur site dans le classeur de l'installation et dans la boîte aux lettres dédiée aux sapeurs pompiers lors des interventions. Des consignes sont apposées de façon visible à l'intérieur de l'établissement notamment concernant nature des risques et le port des équipements de protection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.1.4
Thème(s) : Produits chimiques, Circulation interne
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.</p> <p>Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.</p> <p>Constats : L'encombrement des voies observé durant la dernière visite du site n'a pas été de nouveau constaté. L'exploitant a indiqué que le voisin responsable de cette occupation a déménagé.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation. Les locaux sont équipés, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion, dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Leur ouverture est assurée par deux dispositifs distincts :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'un automatique, asservi à un système de déclenchement sensible aux fumées ou au gaz de combustion ; • l'autre, par un dispositif à commande manuelle, facilement accessible depuis deux issues opposées, placée à proximité des accès. <p>Les cantons de désenfumage dans l'atelier de traitement de surface ne devront pas excéder une surface de 1650 m² et leur longueur devra rester inférieure à 60 m. La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol de chaque canton.</p>
<p>Constats : Le site dispose bien d'un désenfumage avec des dispositifs d'ouverture manuel et automatique. Ce système a fait l'objet d'un contrôle en juin 2023. L'exploitant est en attente du rapport de vérification qu'il transmettra dès réception.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Intervention des services de secours
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant dispose des moyens permettant d'alerter les services d'incendie et de secours et d'assurer l'accueil des sapeurs pompiers en tout temps. Il assure la mise en place des principales mesures de sécurité de l'établissement et notamment la fermeture de la vanne de sectionnement du réseau d'eaux pluviales de la copropriété. L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours : Un état des stocks à jour indiquant la nature et la quantité de déchets dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages les plans des réseaux de collecte des effluents faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, poste de relevage, postes de mesures, vannes manuelles et automatiques
Constats : L'exploitant dispose de moyens d'alerte et de procédures dédiées. Par ailleurs, la zone industrielle dispose d'une boîte à clés, accessible au pompier lors d'un sinistre. Les clés de la société Micronor comprennent une clé d'une boîte aux lettres où est mis à disposition un classeur comprenant l'ensemble des plans (zone à risque, réseaux...), la liste des produits et des fiches des données de sécurité.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Moyens d'intervention en cas d'accident

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Ces moyens comportent notamment : une détection incendie asservie à une alarme sonore et visuelle dans l'atelier de traitement de surface, les moyens d'extinction d'incendie, dont des extincteurs répartis en nombre suffisant, visibles et facilement accessibles conformément aux normes en vigueur. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.[...]
Constats : Le site respecte cette disposition.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Vérification annuel
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.
Constats : Par courrier du 30 juin 2023, l'exploitant a transmis les rapports Q18 et Q19 de vérification des installations électriques. Il en ressort quelques remarques que l'exploitant indique avoir pris en compte dans sa mise en place d'actions correctives. Un point est relevé par l'inspection, l'équipement nommé « Armoire atelier » au 1er étage du bâtiment 14 est indiqué comme n'ayant pas été testée. L'exploitant indique qu'elle n'est pas utilisée et par conséquent qu'elle n'était pas en fonctionnement lors de la visite de vérification. Il a été rappelé l'importance de vérifier également cet équipement lors du prochain contrôle des installations même si il est inutilisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Présence de ventilations
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés, notamment les locaux abritant les bains de traitement et de rinçage, les fours et le stockage des produits chimiques pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Ces moyens de ventilation sont également conformes aux mesures de maîtrise des risques des fiches de données de sécurité étendues ou du rapport de sécurité chimique élaboré par l'exploitant. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.
Constats : Les éléments vus lors de la visite semblent confirmer que les locaux sont correctement ventilés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, détecteurs de gaz
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Dans les locaux présentant des risques de dégagement ou d'accumulation importante de gaz ou vapeurs toxiques des détecteurs de gaz asservis à une alarme sonore et visuelle. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Une procédure établit la coupure des arrivées de gaz en dehors de la période de travail.
Constats : Le local des fours à gaz situé à l'étage du bâtiment 15 est identifié comme présentant un risque d'explosion sur le schéma de localisation des risques. Dans ce local, l'exploitant a placé un plan détaillant l'emplacement des différents détecteurs et alarmes. Par courriel du 30 juin 2023, l'exploitant a transmis les rapports de contrôle et de maintenance des centrales de détection et des détecteurs de gaz (HCN et H2) datés du 9 mai 2023. Aucune anomalie de fonctionnement n'est identifiée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article '8.5.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • la capacité totale si celle-ci est inférieure à 250 litres ; • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients, avec un minimum de 250 litres.
Constats : L'ensemble des stockages de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols étaient associés à une rétention adaptée le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 20 : rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article '8.5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions des baignades
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute chaîne de traitement est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité de la plus grande cuve ;• 50 % de la capacité totale des cuves associées. Cette disposition ne s'applique pas aux cuves contenant des acides, des bases, ou des sels non toxiques à une concentration inférieure à 1 gramme par litre, ne pouvant se déverser dans la rétention d'une cuve de traitement.
Constats : La chaîne de traitement est associée à une rétention adaptée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 21 : rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article '8.5.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité des produits et rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.
Constats : Les produits incompatibles sont stockés dans des locaux différents du bâtiment 14 et la chaîne de traitement est placée sur une rétention compartimentée en fonction de la zone de traitement (dépendante du type de substance employée) au droit de laquelle est se situe.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/03/2019, article 8.5.6
Thème(s) : Risques accidentels, barrières de rétention des eaux d'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou tout autre dispositif équivalent. Elles ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin, un traitement approprié. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p> <p>Le volume total des eaux d'extinction incendie est de 130 m3.</p> <p>La rétention des eaux d'extinction incendie est assurée par des barrières hydrauliques automatiques et manuelles. Celle-ci s'effectue dans le local n°16 à hauteur de 100% du volume disponible ainsi que dans l'atelier de traitement de surface (lot n°14) à hauteur de 50% du volume disponible. Le sol du local n°16 doit être maintenu vide en tout temps (absence de stockage). Les organes de commande, nécessaires à leur mise en service, doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance.</p> <p>Une procédure de gestion des barrières hydrauliques manuelles est définie pour assurer l'évacuation du personnel : ouverture le matin avant l'arrivée du personnel, fermeture le soir, et fermeture lors d'un sinistre après l'évacuation du personnel. Le siphon au niveau du trou orifice permettant l'écoulement des eaux d'extinction d'incendie entre les lots n°14 et n°16 est coupe-feu.</p> <p>L'exploitant s'assure que les conditions de la rétention des eaux d'incendie n'engendrent pas de sur-accident du fait d'incompatibilité des substances avec l'eau.</p> <p>Constats : Lors de la dernière visite d'inspection, l'exploitant avait présenté un compte rendu d'exercice d'évacuation daté du 3 décembre 2019 qui mentionné un dysfonctionnement de l'automatisme des barrières de rétention des eaux d'extinction incendie.</p> <p>Aussi, l'inspection a demandé à disposer du dernier exercice d'évacuation. Celui-ci, daté du 20 décembre 2022, ne mentionne aucun dysfonctionnement.</p> <p>Le système d'automatisme n'a pas été testé durant la visite.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, articles 6 et 25
Thème(s) : Autre, ESP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la bonne réalisation de la requalification périodique des équipements.
<p>Constats : Lors de la visite, l'inspecteur a demandé à l'exploitant de transmettre les requalifications périodiques des deux équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le réservoir cryogénique d'azote liquide (marque : Cryo Diffusion, n°Fabrication : 920462, année : 1992) ; - le réservoir d'hydrogène/azote (marque : BWB, n°Fabrication : 269081, année : 2012) <p>Par courrier du 7 juillet 2023, l'exploitant a transmis un rapport de requalification périodique du 19/10/2021 pour le réservoir cryogénique d'azote liquide et l'offre commerciale datée et signée du 22/06/2023 pour le changement du mélangeur azote/hydrogène.</p> <p>Il apparaît que la requalification périodique du mélangeur azote/hydrogène qui aurait dû avoir lieu en 2022 n'a pas été effectuée dans les délais réglementaires. En l'absence de ce document (requalification périodique), le maintien en service de cet équipement ne peut être envisagé et celui-ci doit être mis hors service conformément à l'article 25 de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017 relatif au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pressions simples.</p> <p>Le maintien en service éventuel de cet équipement non-conforme constitue une infraction à la réglementation relative aux équipements sous pression. En outre, la responsabilité de l'exploitant s'avérerait entièrement engagée en cas d'accident.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

